

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 606 10 mars 2009

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour chaque mardi.

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

Le dimanche 8 mars était la fête de la transfiguration. Le Christ, avec Moïse et Elie, apparut transfiguré à trois apôtres, manifestant ainsi le lien entre l'ancien testament et le nouveau. Le Père le confirma dans sa mission en disant : « Celui-ci est mon Fils bien – aimé, écoutez-le » ;

EDITO

LES PERTES DE DEXIA

Nous avons déjà dit le mal que l'on pouvait pas penser de DEXIA qui pour assurer sa prospérité apparente à ruiné en fait les collectivités locales en les poussant à s'endetter. En fait, elle avait dégagé en 2007 un bénéfice de 2,5 milliards. En 2008 elle aura subi une perte de 3,32 milliards. L'impact total de la crise financière est évalué à 5,7 milliards et cela conduit à d'importantes réductions de l'emploi.

Il faut rappeler qu'il s'agit d'une banque franco-belge, résultat du mariage entre le crédit local de France et le crédit communal de Belgique, deux établissements quasi publics qui avaient pour mission principale de financer les collectivités locales et qui ont gardé la même mission après leur mariage.

Comme tant d'autres, cette société s'est lancée imprudemment dans des spéculations hasardeuses sur des produits compliqués et structurés, ce qui a conduit aux pertes ; les trois gouvernements français, belge et luxembourgeois ont remis de l'argent au pot.

A ce propos, d'ailleurs des renseignements étonnants ont filtré. Antoine Rufenacht, maire du Havre, a décidé de renoncer à ses jetons de présence comme administrateur à savoir 20 000 euros annuels ; pas de nouvelles des autres administrateurs. Un coup d'œil sur Internet montre qu'il y a 20 administrateurs dont la plupart sont là sans grande justification apparente ; nous sommes dans le beau monde des prédateurs publics ou para-publics.

La presse a insisté sur le montant des pertes mais ce n'est pas du tout l'essentiel. Par la nature même de l'activité de financement des collectivités locales, les dirigeants ainsi que les prédateurs qui les entouraient ont généré une large part de la ruine de la France et du peuple français. Il faut, en effet, bien souligner qu'une grande partie de cette paupérisation de la France passe par l'activité fabuleuse, ruineuse et désordonnée des collectivités locales.

La décentralisation présentée abusivement comme devant procurer des économies a, en fait, été le signe d'une formidable explosion des dépenses de ces collectivités locales pas du tout compensée par une diminution des dépenses de l'État.

C'est un vrai hold-up qui a été pratiqué sur l'argent public pendant des années pour le plus grand profit des élus de toutes sortes qui ont connu un formidable enrichissement personnel qu'ils ont réalisé sur le gigantesque butin qui leur était offert. Leur cas est aggravé par l'effet des cumuls : parmi ces élus se retrouvent un grand nombre d'élus nationaux, de ministres, et bien d'autres, ainsi que des « parachutistes » dorés.

Dans beaucoup de villes, la mairie est le principal employeur. À Paris, tout le monde connaît le véritable scandale des « frais de bouche ». Cela continue, car quiconque connaît les mœurs de la mairie de Paris sait que l'on y fait la fête en permanence : cocktails, réceptions et déjeuners dits de « travail » s'y succèdent sans arrêt à tous les étages.

Et Dexia dans tout ça ? Son rôle est immense car, depuis des années, le crédit local de France pousse sans cesse avec allégresse à l'endettement des collectivités.

C'est pour cela qu'il est légitime d'écrire que Dexia a joué un rôle majeur dans la ruine actuelle de la France avec ses conséquences désastreuses pour tous et, en particulier, pour les plus pauvres.

Avec les nouveaux chiffres la catastrophe ne fait que s'amplifier.

Quant à la ruine par les collectivités, elle va se poursuivre le pouvoir s'agitant justement pour sauver Dexia et lui permettre de continuer à endetter ces collectivités.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

BORDEAUX ET LES CHIMERES

Le maire de Bordeaux, Alain Juppé, qui a connu les tribulations que l'on sait, veut maintenant orienter Bordeaux vers les chimères à la mode comme le développement durable. Cela conduit au scepticisme des architectes. L'un d'entre eux a déclaré : « personne ne sait ce qu'est l'équilibre écologique d'une ville en raison des multiples paramètres en jeu ». Bien entendu le maire ajoute dans la panoplie une autre chimère qui est la mixité sociale.

À force d'entasser les chimères, Juppé va comme d'autres municipalités ruiner les habitants de Bordeaux.

CHRISTINE BOUTIN

La loi sur le statut de beau-parent est définitivement sur orbite. Sous prétexte de régler certains problèmes particuliers venant notamment de la catastrophe et de l'extension du divorce, elle est orientée surtout vers la reconnaissance officielle de l'homosexualité dans tous ses développements est compris l'homoparentalité.

Elle est défendue et conçue par Nadine Moreno.

Christine Boutin, étant donnée ses positions habituelles, devrait évidemment démissionner ne pouvant pas accepter de travailler à la même table avec des propagandistes de l'homosexualité. De même François Fillon aurait tous les moyens malgré la faiblesse relative de sa position d'arrêter l'incendie. Il était clair que dans tout cela le président est à la manœuvre.

Malheureusement l'on est obligé de constater que les Evêques sont terriblement silencieux. Leurs prédécesseurs auraient pu arrêter l'avortement et ne l'ont pas fait. Devant un problème du même ordre ils gardent le silence. S'ils parlaient, certes, ils prendraient des risques ; ce serait bon signe et cela voudrait dire qu'ils sont dans la vérité. Le plus important est qu'en élevant la voix ils donneraient le courage et les moyens de résister aux autres.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les points de vue exprimés. A chacun de juger)

LES PRETS A TAUX ZERO

Un lecteur : « Le gouvernement vient de lancer l'éco-prêt à taux zéro : c'est de l'argent que l'on distribuera au nom du Grenelle de l'environnement pour la rénovation thermique des logements privés.

Il s'ajoute l'éco-prêt logement social qui sera également probablement à taux zéro pour favoriser les logements sociaux.

Cela revient en fait à réaliser les erreurs des Américains qui donnaient des avantages à des personnes qui n'avaient pas l'argent pour se payer les avantages.

Le mieux est que les avantages correspondent à un pur rêve puisque personne ne peut savoir ce qu'est précisément un logement thermique ».

NDLR : Nous ne pouvons qu'approuver.

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 9 MARS 2009

NON AU RAPPORT BALLADUR

Donc Monsieur Balladur a été nommé président d'un comité Théodule d'un nouveau genre intitulé « Comité pour la réforme des collectivités locales » et a remis son rapport au président de la république le 5 mars 2009. Il en sera inévitablement de ce rapport comme de l'inénarrable rapport annuel de la Cour des comptes. J'ai souvent énoncé que ce rapport de la Cour des comptes ne servait absolument à rien, sauf à montrer comment le socialisme et son avatar la République Fromagère (R.F.) ne pouvait jamais marcher et conduisaient inévitablement à la ruine de la France.

Le rapport Balladur pour celui qui a la patience de le lire est le triste aveu de la nocivité des hommes politiques depuis des dizaines d'années et, parmi eux, de l'auteur même du rapport et de celui auquel le rapport vient d'être solennellement remis. En effet, la catastrophe qu'il décrit est bien leur œuvre collective et solidaire avec d'autres.

Il énumère l'empilement épouvantable des collectivités locales. Les 26 régions, les 100 départements et les 36 000 communes ne sont que la partie émergée de l'iceberg et sont pourtant jugées sévèrement à l'étranger. Il s'ajoute 16 000 syndicats intercommunaux ou mixtes, 174 communautés d'agglomération, 16 communautés urbaines et 371 « pays », dernière et sublime invention avec pour résultat d'accroître le désordre. Le fouillis est tel qu'il est probable que le rapport n'a pas tout recensé.

Cette accumulation démentielle a pour conséquence qu'environ un quart de la fonction publique est concentré dans les collectivités locales, la fonction publique d'État n'ayant pas diminué ou fort peu depuis les deux décentralisations. Cette simple constatation permet de mesurer l'étendue de l'effet de ruine sur toute la vie nationale.

Le rapport, à juste titre, met le doigt sur certains aspects de la calamité, comme les financements croisés qui ont pour effet que personne ne sait qui finance quoi. Il ajoute les compétences enchevêtrées, personne ne maîtrisant la totalité d'une fonction, d'où les parlottes interminables autant que coûteuses.

Il ne met pas l'accent sur bien d'autres aspects tout à fait essentiels.

Nous citerons la recherche de l'égalité : à quoi sert la décentralisation si l'on cherche après avoir décentralisé à réaliser l'égalité à grands frais et avec des comptes de plus en plus illisibles ? La floraison et le luxe imaginable des palais doivent aussi être rappelés ; aux palais régionaux et départementaux, s'ajoutent maintenant les palais des intercommunalités !

L'avidité des élus est une cause essentielle de la multiplicité des structures. Il est normal qu'elle ne soit pas citée puisque que les auteurs du rapport sont célèbres eux-mêmes par leur cumuls multiples ; pour mémoire, la France compte 503 000 conseillers régionaux, généraux et municipaux, plus un grand nombre d'autres que personne n'est vraiment capable de recenser.

L'enrichissement de ces élus est composé pour une faible part de leurs salaires pourtant tout à fait indécents et pour une part immense de leurs avantages informels ; la presse, d'ailleurs, d'une façon assez comique parle couramment sans se gêner du désir des politiciens de haut niveau de se constituer un « fief » dans les régions, le terme de « fief » sous-entendant évidemment une source de revenus abondante et récurrente.

Une autre explication de la déroute est l'idée fausse que les grandes structures conduiraient à des économies d'échelle. Ce peut être vrai dans le domaine privé. Dans le champ des activités publiques, c'est faux car le gaspillage naturel à ces activités détruit largement les économies d'échelle éventuelles.

J'ai montré ailleurs que le total de l'enrichissement personnel des hommes de l'État en France représentait cinq à dix pour cent du PIB, ce qui est gravissime dans la mesure où le PIB, malgré toutes les incertitudes des calculs, reflète plus ou moins la richesse nationale.

Le rapport ne souligne guère que ce désastre général est l'effet de la double décentralisation celle de Defferre et ensuite celle de Raffarin : l'avouer serait avouer la propre turpitude des auteurs du rapport tous complices dans le désastre.

Le décor étant ainsi planté, le rapport est écrit dans l'objectif prétendu de simplifier. Au risque de surprendre, je vais affirmer qu'il n'est nullement nécessaire de simplifier et que la recherche de la simplification est même dangereuse, car elle donnera toutes les excuses au pouvoir actuellement et très provisoirement en vigueur pour ne pas réformer la France. La simplification souhaitée est simplement un gadget de plus que l'on jette en pâture aux Français légitimement indignés de cet empilage scandaleux.

Dès le départ toute idée de simplification se heurte inévitablement au mur d'argent que constitue cet enrichissement personnel des élus de toutes sortes et cela se voit clairement

dans toutes les discussions qui s'établissent partout à ce sujet, les privilégiés se dressant vent debout contre toute évolution : tel veut regrouper les communes en espérant bien profiter personnellement du regroupement, tel autre veut supprimer les départements suscitant les protestations et tels autres veulent ramener les régions de vingt deux à onze.

Qui ne voit que s'attacher à ces objectifs serait s'engager dans des procédures d'une longueur interminable et qui n'aboutiront jamais ou pas avant que le pouvoir ne s'écroule, ne serait-ce que sous le poids des dettes dont on connaît la course folle ? Si l'on aboutissait après des années et à supposer que le nombre des régions diminue, personne ne peut dire sérieusement que le nombre total de fonctionnaires diminuerait !

L'un des premiers effets, d'ailleurs, de la réflexion engagée est d'envisager de créer de nouvelles structures qui seraient consacrées soit au grand Paris, soit même à onze grandes métropoles : pour simplifier il est envisagé tout aussitôt de compliquer ce qui servira à réserver quelques postes prestigieux à des camarades en peine ! Il est aussi prévu d'obliger les communes à adhérer à des regroupements de communes autant dire à créer de nouvelles structures.

La critique étant facile et l'art étant difficile il reste à savoir ce qu'il faut faire.

L'on remarque que dans les critiques officiellement énoncées il y a l'enchevêtrement des compétences. Là est l'un des problèmes.

Mais le vrai problème est l'accumulation abusive des compétences publiques comme, citons, en vrac : le sport, la culture, l'industrie, l'éducation, le commerce, la santé et bien d'autres. Ces compétences prétendues publiques se déclinent du niveau national au niveau régional et jusqu'au niveau communal générant ruine et, ajoutons-le, corruption comme il est d'usage. L'enchevêtrement se limite à ajouter une cause de ruine supplémentaire à l'existence même des compétences qui est le mal absolu.

Si l'on veut rétablir l'économie française il faut donc supprimer les compétences publiques avec toutes les conséquences dont principalement la chute accélérée des impôts et celle des réglementations. L'effet sur la richesse serait massif et rapide.

Alors les rois locaux seront nus.

Les prédateurs publics, qui font souffrir la France et les Français par leur action désordonnée et leur richesse insolente, se trouveront désarmés et incapables d'exercer leur action délétère. Les collectivités territoriales maigriront d'elles-mêmes.

Peut-être arrivera-t-on à des fonctions électives purement gratuites telles que cela a existé pendant des millénaires. Rappelons qu'il y a fort peu de temps encore les maires des petites communes étaient d'honnêtes citoyens ayant le temps et la générosité d'exercer une charge légère sans avantages particuliers... .

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

REMARQUE IMPORTANTE

Il est indiqué aux personnes qui ne reçoivent pas les flashes qu'ils peuvent aussi les consulter :

Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE

<http://libeco.net/>

ou sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

LIRE SUR CE SUJET

ET SI LA FRANCE SE METTAIT A REVER

(Comment retrouver la prospérité)

par Michel de Poncins

Le livre montre comment et pourquoi, si la France sortait du dirigisme, la richesse nationale doublerait en huit ans.

Il est en vente chez DUQUESNE-DIFFUSION, 27 avenue Duquesne 75007 PARIS.

Tel : 01 45 55 87 55 (20^E)

CITATIONS

UNE CITATION DE MAURICE ALLAIS

Monsieur,

Toujours merci pour vos percutantes analyses reçues par mail.

Comme bouquiniste (à la retraite, mais toujours actif), je fais des lectures décalées. Ainsi je viens de lire l'article de Maurice Allais dans la Revue des Deux Mondes de Juin 1990. Juste un extrait :

- Jusqu'ici un effondrement a pu être évité, mais il devient de plus en plus difficile de faire face à des déséquilibres que personne n'est réellement capable de contrôler et de maîtriser. En fait, il n'existe aucun exemple dans le passé où un développement aussi inconsidéré du crédit et de l'endettement ne se soit finalement terminé par un effondrement.

Bien cordialement,

F. de Chassey

PS - Je ne sais pas si vous aviez vu mon article dans Présent il y a deux ans environ qui se résume ainsi : "Pourquoi appeler les expatriés des immigrés ?". J

PIE XII

Golda Meir à la mort de PIE XII :

« Nous prenons part à la douleur de l'humanité : quand l'effrayant martyr atteint notre peuple, la voix du pape monta au nom des victimes. Nous pleurons un grand serviteur de la paix ».

EINSTEIN

« Aujourd'hui j'exprime ma grande admiration, mon profond attachement envers cette Eglise qui, seule, a eu l'inébranlable courage de lutter pour les libertés morales et spirituelles »

REVUE DE PRESSE

L'INFLATION OFFICIELLE

Faute de mettre de l'ordre dans ses multiples succursales, l'État déclenche l'inflation lui-même. C'est ainsi que la presse annonce la hausse du prix du timbre le plus courant qui va passer de 0,55 € à 0,56 € ce qui est une augmentation considérable. La seule explication, qui n'est pas une excuse, est qu'il faut recouvrir d'un manteau d'Arlequin les gaspillages bien connus de la poste quasi nationalisée, au lieu d'y porter remède.

LA CHARIA EN HOLLANDE

Selon les médias, un bourgmestre d'une commune à l'Ouest d'Amsterdam a réclamé qu'une partie de la ville soit déclarée zone privilégiée pour musulmans et a même appelé à une enclave réservée aux musulmans dans la capitale.

Certains opposants se bornent à dire que cette évolution est très regrettable. Ce n'est pas par des mots que l'on arrêtera ce qui est une vraie invasion.

En fait, il faut rappeler que par une utilisation abusive de la démocratie les musulmans considèrent que si une commune devient majoritairement musulmane elle doit passer complètement au pouvoir des musulmans et devenir territoire d'islam.

C'est ce qui menace actuellement la commune de Roubaix en France et peut-être d'autres communes que l'on ne connaît pas.

BREVES ET LONGUES

LA TERREUR A L'ORDRE DU JOUR

Ce n'est pas faire preuve de pessimisme excessif que de constater que la terreur est à l'ordre du jour sur tout le territoire français. Voici quelques faits parmi d'autres.

En Guadeloupe, il vient d'y avoir une réunion sous la présidence du préfet entre les émeutiers et le Medef local. Le chef des émeutiers, Elie Domata, s'est levé pour menacer physiquement le président du Medef local ; la police a dû intervenir pour empêcher que ce Monsieur soit blessé et de ce fait le même a quitté la réunion.

Depuis des semaines dans ce département d'outre-mer la terreur règne. Des bandes passent devant les commerçants les obligeant à tirer leur rideau. Si les commerces ne tirent pas le rideau ils sont pillés et volés. Les forces de l'ordre laissent faire.

En France, un événement extraordinaire s'est produit. Des pilleurs se sont installés dans un supermarché et ont commencé à consommer ouvertement la nourriture ou les produits sous prétexte qu'ils n'ont pas de pouvoir d'achat ; la foule tout autour a montré d'une façon surprenante sa sympathie. La presse a étouffé pratiquement l'information.

Des salariés d'une PME avec leur président ont occupé une banque et ils y ont passé la nuit. L'explication est la suivante : la banque, par la procédure bien connue de factoring s'occupait de récupérer les créances sur les clients ; dans ce type de contrat elle doit à date fixe donner un chèque à l'entreprise. Le chèque était en retard de quatre jours et de ce fait de l'entreprise risquait de déposer son bilan. La banque se rattachant à un établissement britannique a fini par capituler et a donné le chèque.

Rappelons également la tolérance absolument inacceptable vis-à-vis du dénommé José Bové qui saccage les propriétés au vu et au su de tout le monde.

La démission de l'État si elle continue va conduire à des désordres de plus en plus insupportables et ceci quels que soit les motifs avouables ou non de ces coups de force.

SECRET BANCAIRE

Nous bénéficions encore d'un certain nombre de droits au secret qui nous protègent, comme par exemple le secret médical. Ces jours-ci le pouvoir Sarkozyste veut s'attaquer au secret bancaire qui règne en Autriche comme d'ailleurs dans d'autres territoires se rattachant à l'Europe. Le prétexte, évidemment, est que le secret bancaire risque de porter atteinte à la perception des impôts ; mais s'il y a des paradis fiscaux c'est qu'il y a des enfers fiscaux comme l'enfer français.

Il faudra bien un jour que l'on reconnaisse que la possibilité d'avoir un secret bancaire protégé fait partie intégrante des droits de propriété.

LA SNCF CONTRE SARKOZY

Décidément le désordre au niveau du sommet de l'État ne cesse de s'agrandir. L'une des mesures phares du programme de relance de Sarkozy est de développer les TGV : nous avons montré l'inanité de ce programme qui va au contraire conduire à la ruine.

La SNCF sous l'impulsion de son président vient de donner un coup de pied dans le magnifique programme. En effet la crise réduit la fréquentation des TGV. que la SNCF considère comme une opération rentable, alors que d'ores et déjà en vérité elle ne l'est pas. Quoi qu'il en soit elle a décidé de reporter l'appel d'offres pour le renouvellement de la flotte TGV. en se fondant sur cette baisse de rentabilité prétendue. Autant dire que le plan de relance a déjà du plomb dans l'aile.

En attendant, la catastrophe financière de la SNCF s'amplifie le fret allant de plus en plus mal.

DOCUMENTS

(Nous publions les documents tels que nous les recevons ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)

[Réseau Liberté](#)

Après l'injonction comminatoire de Washington à la levée du secret bancaire à l'UBS, la belle Europe franco-allemande s'en prend elle aussi, et sans plus réfléchir, aux "paradis fiscaux" et autres hedges funds accusés sans preuves de ruiner la planète !

La Suisse ainsi que le Luxembourg et l'Autriche, ces deux derniers pays étant membres de l'Union européenne, refusent donc que le G20 soit l'occasion de les dépouiller par force de loi d'un privilège des plus légitimes : le secret bancaire.

*"Unanimes sur le fait que la Suisse, l'Autriche et le Luxembourg ne constituent pas des paradis fiscaux, les trois Etats considèrent comme inacceptables les procédés unilatéraux mis en oeuvre par certains Etats du G20 avant le sommet du 2 avril prochain".**

La frénésie politique mise par Nicolas Sarkozy à vouloir "refonder le système" n'est certes pas de bon augure : que saurait-il de plus sur le fonctionnement du capitalisme qui aurait alors mystérieusement échappé aux capitalistes des siècles passés ?

Est-ce le fait qu'aujourd'hui nous prenions physiquement conscience, dans toute sa violence, d'une mondialisation que les *subprime* viennent de hisser, pour beaucoup de gens de par la planète, au rang d'Apocalypse ?

Mais on peut aussi (surtout ?) penser que le politique, aiguillonné par l'idée grandiose d'un "retour de l'Etat" chanté sur tous les tons, veut alors profiter de l'occasion pour s'emparer de tous les leviers à l'échelle du monde.

Nous sommes donc aujourd'hui à la croisée des chemins et la société civile, durablement et cruellement déstabilisée par l'intrusion systématique de l'Etat dans la sphère privée, devrait plus que jamais y prendre garde !

*** Communiqué du 8 mars 2009 du Département fédéral des finances (DFF) en Suisse.**

Librement !

Philippe (Sully) ROBERT

<http://sully1.typepad.com>

02400 FRANCE

ET AUSSI

Réseau Liberté

La contestation autour de la nomination de François Pérol à la tête de la nouvelle entité *Banque populaire/Caisse d'épargne*, telle qu'elle nous est servie, relève clairement de la mauvaise plaisanterie.

Oui, car peu importe qui le Prince nomme à la tête de sa nouvelle focade dès lors que la seule question qui compte, d'ordre fondamental, porte tout entière sur l'intrusion forcée de l'Etat dans la sphère privée !

C'est donc un sophisme de première grandeur, en l'occurrence matérialisé par l'arbre qui cache la forêt, dont les gardiens du temple se servent en permanence pour rassasier la crédulité du peuple français.

Ainsi s'explique sans mal le fait que les médias ne bruissent que de ce qu'il y a de plus superficiel en politique : tout ce qui permettrait une réflexion approfondie est donc soigneusement mis sous le boisseau.

Un tel schéma, à un moment crucial de notre histoire où notre survie se trouve bel et bien remise en question, devrait glacer le sang de tous ceux qui parviennent enfin à sortir de l'aveuglement dans lequel on les tient.

Librement !

Philippe (Sully) ROBERT

<http://sully1.typepad.com>

02400 FRANCE
